



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

DANS CE NUMERO

ZAIRE :-DE LUMUMBA A MOBUTU...

-POUR QUOI LUTTE LE
FNLC ?

TCHAD : LES HAINES TRIBALES
SONT CONTRAIRES AUX
INTERETS DES EXPLOITES

MALI : EN BON DICTATEUR, TRA-
ORE CUMULE LES POUVOIRS
ETC...ETC...

N° 62 - 6 juin 1978

PRIX : 1 F

TROUPES FRANÇAISES

HORS D'AFRIQUE !



SOMMAIRE

Page 3 :

- DE LUMUMBA A MOBUTU : INTERVENTION CONSTANTE DE L'IMPERIALISME

Page 5 :

- POUR QUOI LUTTE LE FNLC ?

Page 6/7 :

- SOMMET FRANCO-AFRICAIN : LES DICTATEURS SONT VENUS PROUVER LEUR FIDELITE A GISCARD
- COTE D'IVOIRE : LA SOTRISE MOQUE DES USAGERS...
- TCHAD : LES HAINES TRIBALES SONT CONTRAIRES AUX INTERETS DES EXPLOITES

Page 8 :

- MADAGASCAR : RATSIRAKA REPRIME
- SENEGAL : 14 MILLIARDS CFA POUR L'ARMEE

Page 9 :

- MALI : EN BON DICTATEUR TRAORE CUMULE LES POUVOIRS
- MAURITANIE : EN FAMILLE, C'EST PLUS SUR !

page 10 :

- COMORES : GISCARD RETROUVE SON ANCIEN VALET

Page 11 :

- COUPE DU MONDE DE FOOTBALL EN ARGENTINE : LE SPORT N'EST PAS INNOCENT

éditorial :

TROUPES FRANCAISES HORS D'AFRIQUE !

Coup sur coup, l'armée française est intervenue directement en Afrique, au service de deux des pires dictatures africaines.

Elle est intervenue d'abord au Zaïre pour rétablir sur la province du Shaba, l'autorité de Mobutu. Les légionnaires n'ont même pas encore quitté le Zaïre, que les fusiliers marins français sont directement intervenus au Tchad, afin d'annihiler une colonne militaire du FROLINAT, dans la région de Djedda.

Dans le cas du Zaïre, le gouvernement français a osé invoquer des motifs humanitaires à son intervention. Sinistre cynisme ! Si c'est la vie des européens vivant à Kolwezi, Lubumbashi et ailleurs qui inquiétait tant le gouvernement français, pourquoi ne les avait-il pas rapatriés ?

S'il l'avait voulu, il aurait pu sauver ces gens-là, non pas d'ailleurs des rebelles du Front National de Libération du Congo (FNLC), mais bien des troupes zaïroises en débandade. Car malgré les informations orientées qui parviennent du Zaïre, il semble bien que ce sont les soldats zaïrois eux-mêmes qui étaient à l'origine des pillages et des massacres. Et puis, ces bonnes âmes humanitaires, ne se donnent même pas la peine de mentionner les centaines d'africains assassinés, victimes eux aussi tantôt des troupes de Mobutu, tantôt de la légion étrangère française.

Mais l'impérialisme français se fiche des vies humaines des uns et des autres. Les discours sur le caractère humanitaire de l'opération ne peuvent pas cacher les sordides intérêts matériels et politiques qui sont derrière l'intervention.

Au Zaïre, dans ce pays immensément riche en ressources, la France, puissance impérialiste de seconde zone, est intervenue pour profiter de la relative passivité du principal impérialisme, celui des Etats-Unis, pour placer ses propres pions.

Le gouvernement français parle de vies humaines, mais il pense au cuivre, au cobalt et au diamant du Zaïre.

Et comme le dictateur Mobutu, exécré par toute la population, avait besoin d'aide au Shaba, l'armée française est intervenue, afin de pouvoir monnayer demain cette aide militaire en influence politique et en contrats pour les capitalistes français.

C'est avec un culot encore plus grand que le gouvernement français ose se poser en agressé, même au Tchad !

ABONNEMENTS

- FRANCE : un an
ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F
- AUTRES PAYS
écrire au journal

Adresser toute correspondance

à Combat Ouvrier
BP 80 93 300
Aubervilliers France

en spécifiant :

"pour le "PAT"

* * * *

Mais au Tchad, on ne peut même plus parler d'intervention française, tant il est vrai que les troupes françaises sont continuellement présentes. Et sans leur présence, le régime de Tombalbaye d'abord, celui de Malloum ensuite, n'auraient pas tenu !

L'impérialisme français joue ouvertement le rôle de gendarme en Afrique francophone. Il est l'ultime pilier de tous les régimes dictatoriaux et corrompus d'Afrique. Et il l'est, car c'est lui le principal bénéficiaire économique et politique de l'ordre infâme qui règne en Afrique, un ordre basé sur la misère et l'exploitation.

Alors, bien sûr, quoique l'on puisse penser du FNLC ou du FROLINAT, il faut protester contre l'intervention de l'impérialisme français au Zaïre, au Tchad, comme au Sahara ou ailleurs. Mais la protestation a ses limites. Elle n'a pas empêché les troupes françaises de sévir en Afrique.

Il faut savoir que l'impérialisme porte en lui-même la guerre, comme il porte en lui-même l'oppression des pays sous-développés en général, des pays africains en particulier.

C'est l'impérialisme qu'il faut détruire, car tant qu'il reste sur pieds, il y aura toujours de nouvelles infâmies !

Détruire l'impérialisme, ce n'est pas le chasser d'un pays, car il reviendra par une autre porte, mais c'est renverser l'ordre capitaliste à l'échelle du monde, y compris dans ses citadelles européennes et américaines. Et c'est bien pourquoi la seule façon consé- quente d'être anti-impérialiste jusqu'au bout, c'est d'être socialiste révolutionnaire. C'est-à-dire, se fixer comme objectif la révolution prolétarienne mondiale et se donner tous les moyens pour y conduire la classe ouvrière : des partis révolutionnaires et une internationale révolutionnaire !

DE LUMUMBA A MOBUTU : INTERVENTION CONSTANTE DE L'IMPERIALISME

Le Congo a obtenu son indépendance formelle le 30 juin 1960. Grâce à l'influence des luttes armées au Vietnam, en Algérie et au Cameroun, il s'est développé au Congo belge, un mouvement de lutte pour l'indépendance depuis 1958. Devant les émeutes de plus en plus importantes -comme par exemple le 4 janvier 1959 à Léopoldville- et l'émergence de nombreux partis nationalistes, le colonialisme belge a préféré accepter le principe de l'indépendance plutôt que de voir la population se radicaliser.

Mais comme les autres colonisateurs, la Belgique a pris soin de favoriser la création de partis entièrement dociles comme le PNP (Parti National du Progrès), et d'aviver les tentions tribales par la subdivision du pays en plusieurs provinces autonomes découpées par ethnies.

Le gouvernement belge a ensuite laissé le pouvoir à Patrice Lumumba, chef du gouvernement, et à Kasavubu, président, le 30 juin 1960. Comme d'autres dirigeants nationalistes en concurrence pour le pouvoir, Lumumba était prêt à gouverner comme le désiraient les belges, mais il avait en plus l'avantage d'être plus populaire. Plusieurs partis le soutenaient : le MNC (Mouvement National Congolais), parti de Lumumba créé en 1958, le PSA (Parti Solidaire Africain) fondé en avril 1959, et le CERECA (Centre de Regroupement Africain).

A la création de son parti, Lumumba déclarait aux journalistes : "Nous n'avons pas, pour le moment, d'option économique. Ce qui nous préoccupe, c'est de conquérir notre indépendance politique." Il promettait le relèvement des salaires, la révision du système

fiscal, mais il ne mettait pas en cause la domination de la Belgique.

Une fois l'indépendance obtenue, Lumumba a gardé l'administration coloniale : les dirigeants de l'administration étaient en grande partie des belges, et les officiers de l'armée encore plus. Le poste de chef d'Etat Major de l'armée a été octroyé à Mobutu, qui était un serviteur avoué de l'impérialisme : il était anciennement agent de la sûreté belge (Mobutu était dans le même parti que Lumumba).

Voyant que les promesses de Lumumba n'étaient pas tenues -salaires et impôts- et que les belges étaient toujours là, les travailleurs et les paysans organisèrent des grèves et des insurrections dans tout le pays. Les soldats zaïrois, dans leur colère de se voir toujours commandés par des officiers belges, ont, à plusieurs reprises, enfermé ou molesté leurs supérieurs.

A chaque manifestation, la population trouvait contre elle l'Etat congolais. A Léopoldville et Cocquilhatville, le 4 juillet 1960 (quatre jours après l'indépendance), le gouvernement envoie la troupe contre les ouvriers et fait onze morts. Le 25 août, la police tire également sur des grévistes réunis en meeting, faisant plusieurs morts.

Le 8 juillet 1960, dans la région du Katanga (actuel Shaba) les soldats se sont mutinés dans plusieurs camps pendant que les paysans s'étaient insurgés dans toute la province. Prétextant la sécurité des ressortissants belges (les prétextes utilisés aujourd'hui par Giscard ne sont pas nouveaux!), le gouvernement belge fait débarquer ses paras pour rétablir l'ordre colonial. Dans le même temps, avec l'aide financière de l'Union Minière du Haut Katanga -société qui exploitait les gisements miniers de la région- Moïse Tschombé proclame l'indépendance du Katanga le 11 juillet 1960.

Toutes les puissances impérialistes sont intervenues au Congo, chacune essayant de défendre au mieux ses intérêts, mais toutes étant d'accord pour que l'ordre soit rétabli, car la révolte des soldats, les mouvements revendicatifs des paysans et des travailleurs étaient une entrave au pillage impérialiste.

Complètement affaibli par les émeutes généralisées et la perte des recettes minières, le régime Lumumba va faire appel à l'ONU. Mais l'ONU n'a fait qu'appliquer les désirs de ses mandataires les impérialistes, et en particulier ceux de l'impérialisme américain.

Le 5 septembre 1960, le président Kasavubu destitue Lumumba, qui sera livré par Mobutu lui-même à Tschombé. Il sera assassiné, le 17 janvier 1961.

Une fois l'ordre établi dans tout le pays par l'armée de Mobutu, les paras belges et les gendarmes de Tschombé, l'impérialisme a préféré garder un état unique avec Mobutu, et laisser choir Tschombé. Mobutu écartera définitivement Tschombé après avoir fait appel à lui une dernière fois en 1964 pour écraser dans le sang une insurrection dans le Nord-Est du pays. Après cela, Mobutu écarta Kasavubu par un coup d'Etat en 1965.

Au total, les répressions sanglantes depuis l'indépendance ont fait plus de 700 000 victimes au Congo. C'est dans un pays exangue que Mobutu s'empara du pouvoir auquel il s'accroche encore aujourd'hui. Les combats qui avaient ensanglanté le Congo indépendant, ont fait de Lumumba une sorte de symbole du nationalisme radical. Pourtant Lumumba était prêt à composer avec l'impérialisme belge. Mais c'est contraint et forcé par le fait que l'impérialisme a préféré se débarrasser de lui, qu'il a radicalisé son nationalisme.

Il est devenu le porte drapeau de la révolte de la population qui aspirait à une indépendance nationale, après avoir réprimé ces aspirations.

Lumumba était devenu le symbole de la lutte des peuples pour l'indépendance, alors que lui-même cherchait en réalité autre chose. Mais l'impérialisme n'a même pas accepté cela, et l'a préféré mort que vivant.

=====

POUR QUOI LUTTE LE FNLC ?

Actuellement c'est le FNLC (Front National de Libération du Congo) qui mène la lutte contre le régime de Mobutu. Il est difficile de savoir quelle force il représente réellement, ni quelle est la nature des hommes qui le composent. En tous les cas l'allure à laquelle il a contrôlé Kolwezi, et le fait qu'on en ait perdu les traces après les interventions impérialistes, laissent à penser qu'ils ont un certain soutien dans la population. Peut-être l'ont-ils sur une base ethnique, mais plus probablement du fait qu'il est en opposition avec le régime sanguinaire de Mobutu.

Mais le FNLC, est une organisation nationaliste ; ses dirigeants ne cherchent en fait qu'à remplacer le régime Mobutu, faute de pouvoir y participer.

Comme l'affirme le représentant du FNLC à Bruxelles cité par le journal belge "POUR" (il faut remarquer d'ailleurs que le FNLC jouit du droit de cité en Belgique) : "Le coup d'Etat militaire de Mobutu en 1965 a stoppé le processus de réintégration des anciens gendarmes de Tschombé dans l'armée nationale congolaise. Un certain nombre d'entr'eux se sont alors réfugiés en Angola, à l'époque sous domination portugaise (...). Au départ nous étions une organisation uniquement militaire, sans aucune doctrine politique. Notre seul objectif était de renverser Mobutu pour pouvoir rentrer au pays. Petit à petit d'autres réfugiés zaïrois nous ont rejoints, particulièrement des opposants lumumbistes qui ont donné à notre Front son idéologie".

Le FNLC a été créé en 1968 par Nathanael Mbumba, anciennement commissaire de police de Mobutu à Kolwezi. Même si les commandos du FNLC comprennent des nouveaux venus, la filiation avec les "gendarmes katangais" existe ; comme l'affirme le représentant du FNLC lui-même, certains cadres proviennent de l'armée sécessionniste. Pendant la lutte de l'Angola contre le colonialisme portugais, les troupes du FNLC ont d'abord aidé les portugais à réprimer la population angolaise, avant de changer de camp et de se retrouver du côté du MPLA.

Autant dire que si les exploités du Zaïre confient leur sort au FNLC, ils seront inévitablement déçus, trahis dans leurs espoirs.

Mais les travailleurs et les petits paysans ont la force de faire en sorte que l'histoire ne soit pas un éternel recommencement de gouvernement nationaliste suivi d'intervention impérialiste. Ils peuvent, s'ils se bâtissent un parti à eux, un parti prolétarien, qui organisera les luttes non seulement au Shaba mais dans tout le pays.

S'ils s'organisent ils auront la force de détruire le régime sanguinaire de Mobutu et de rester en armes pour empêcher qu'aucun dictateur ne vienne prendre la place de Mobutu. Leur pouvoir sera certainement attaqué par l'impérialisme ; mais les exploités du Zaïre sauront se défendre, non seulement parce qu'ils auront conscience de se battre pour eux-mêmes, pour empêcher que revienne l'exploitation, mais surtout parce qu'ils auront l'oreille des travailleurs des autres pays, surtout de ceux des pays impérialistes.

SOMMET FRANCO-AFRICAIN

LES DICTATEURS SONT VENUS PROUVER LEUR FIDELITE A GISCARD

Comme cela se fait tous les ans, depuis cinq ans, le sommet franco-africain s'est déroulé, cette fois-ci à Paris, et a réuni autour de Giscard les chefs d'Etat et les délégations d'une vingtaine de pays africains francophones liés ouvertement à l'impérialisme français.

Il y avait entr'autres : Bokassa, Mobutu, Traoré, Ould Daddah, Senghor, Houphouët, Eyadéma, Malloum, Bongo ... etc

Comme tous les ans, quand ils se réunissent officiellement, ces dictateurs ont parlé de coopération, de développement, d'aide ... etc. Et comme tous les ans, ils viennent prouver à Giscard qu'ils lui sont toujours fidèles et que l'impérialisme français peut compter sur eux pour continuer à dominer l'Afrique et piller les richesses.

Cette fois-ci ils ont particulièrement mis l'accent sur l'aide et la coopération militaire. Pour commencer ils ont tous remercié et félicité Giscard pour "l'aide" qu'il a fourni à Mobutu en massacrant la population du Shaba. Ils ont même demandé un peu plus à Giscard, notamment la création d'une armée inter-africaine plus "efficace" et en présence permanente en Afrique.

Déjà en 1977, Senghor avait proposé la création de cette armée commune encadrée par des officiers français. Mais à cette époque-là les dictateurs n'y avaient pas trop prêté attention.

Cette année-ci, devant les révoltes qui ont lieu au Tchad, au Zaïre et au Sahara occidental, ces dictateurs africains haïs par la population, sentent la menace de l'ébranlement de leur régime. Ils se sont tous précipités devant Giscard pour que celui-ci les protège contre les populations africaines qui risquent de prendre exemple sur les révoltes armées qui ont lieu au Tchad ou ailleurs.

Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que Senghor, Houphouët et Eyadéma se sont prononcés pour envoyer leur armée au Zaïre pour y massacrer la population du Shaba.

Tous ces dictateurs savent que demain la même chose peut leur arriver. Alors dès aujourd'hui ils se préparent à un massacre encore plus féroce en demandant la création d'une armée inter-africaine commandée par l'impérialisme français. Cela montre à quel point ils ont peur de leurs populations et à quel point leurs régimes sont liés à l'impérialisme français.

* * * * *

côte d'ivoire

LA SOTRA SE MOQUE DE LA SECURITE DES USAGERS
AVEC LE FEU VERT DE L'ETAT

Depuis qu'elle a le monopole complet des transports à Abidjan, la SOTRA (Société des Transports Abidjanais) se moque vraiment des usagers des bus.

En l'espace de quelques années, ses tarifs ont plus que doublé. Ainsi, de 20 à 30 F CFA selon les lignes en 1973, ils sont passés à 50 F pour les lignes intérieures, 60 F et 75 F CFA pour la banlieue. Il y a même des lignes où le tarif est de 100 F (lignes express).

Cela fait de gros bénéfices pour les dirigeants de cette société. Mais ces gens ne pensent pas pour autant à améliorer le service.

Fréquemment, des véhicules tombent en panne en cours de route. Les passagers sont à tel point entassés comme des sardines que l'arrière des véhicules racle la chaussée. Les disques de couleur placés devant les bus, et qui permettent à ceux qui ne savent pas lire

.../...

de s'y retrouver n'existent plus, ou alors ils sont placés sur des bus allant dans d'autres directions. Si bien que certains usagers qui veulent aller à Cocody se retrouvent à Abobogare.

D'ailleurs même pour celui qui sait lire, c'est un vrai miracle de pouvoir identifier un bus. Quand ce n'est pas un morceau de papier collé sur le pare-brise qui indique la direction, c'est un bout de carton coincé quelque part.

Pourtant ce ne sont pas les moyens qui manquent à la SOTRA. Mais pourquoi la SOTRA se gênerait puisque certains dirigeants de cette société sont très haut placés dans l'appareil d'Etat ivoirien et bénéficient d'une haute protection.

Ces messieurs peuvent ainsi se remplir les poches impunément. Quand à la sécurité et au confort des usagers, ils s'en moquent éperdument.

TCHAD les haines tribales sont contraires aux intérêts des exploités

Plusieurs dizaines de fonctionnaires de l'administration tchadienne, des directeurs, chefs de service etc... originaires des régions du Mayo-Kebbi (massa) et de la Tandjilé (tandjiliens) ont récemment publié deux manifestes dans lesquels ils ont critiqué la politique de Malloum.

Ces notables du centre du Tchad ont surtout dénoncé les pratiques tribalistes et régionalistes des dirigeants du Conseil Supérieur Militaire (CSM) et demandé une répartition équitable des directions de tous les services administratifs entre tous les ressortissants tchadiens, qu'ils soient du Nord, du Centre ou du Sud.

Le fait que des couches privilégiées de la population se révoltent contre le gouvernement de Malloum montre à quel point l'Etat de dictature militaire est vomé par l'ensemble de la population.

Tout récemment, de violentes manifestations de la population ont eu lieu à Laï et Bongor. Dirigées contre le régime, ces manifestations ont dégénéré en un règlement de comptes entre les manifestants et l'ethnie pour le moment favorisée par Malloum. Certes, la politique de ce dictateur est ignoble. Elle s'appuie sur le tribalisme pour diviser les opprimés tchadiens. Mais les populations de ces deux régions n'ont rien à gagner à s'attaquer aux sara ou m'baye minoritaires, parce qu'ils sont proches de la tribu de ceux qui sont au pouvoir ; ces deux tribus souffrent aussi de la dictature.

Le tribalisme, les oppositions ethniques, sont l'héritage empoisonné du passé. L'impérialisme s'en est servi longtemps pour ses intérêts. Aujourd'hui, ce sont les fantômes africains de l'impérialisme qui s'en servent. Mais il faut que les exploités, les ouvriers, les petits paysans, surmontent l'ethnisme qui les oppose les uns aux autres, pour s'unir contre leurs exploités et oppresseurs communs.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

MADAGASCAR : Ratsiraka réprime

Le 29 mai dernier, à la suite d'une manifestation de lycéens à Tanarive, le gouvernement a accusé les Zoam (jeunes chômeurs des quartiers pauvres) d'avoir pillé des grands magasins de l'Avenue de l'Indépendance.

Les affrontements avec la police ont fait 3 morts officiellement. 150 personnes auraient été arrêtées, et un couvre-feu établi : interdiction des rassemblements de plus de 5 personnes.

Quand bien même il serait vrai que les Zoam ont pillé les magasins, quoi de plus normal s'ils en arrivent à cela ? Le principal responsable c'est le régime Ratsiraka, qui s'est contenté de faire de la démagogie vis-à-vis des Zoam et de la jeunesse scolaire pour avoir leur soutien, en ne leur proposant que la patience devant le chômage, la vie chère, la pénurie et la corruption.

On ne sait pas bien ce qui s'est passé lors de ces journées car le gouvernement ne laisse pas filtrer les informations. On ne sait pas non plus quelle est l'ampleur du mécontentement dans la population. En tous les cas les jeunes ne sont pas les seuls à manifester leur mécontentement. Pendant plusieurs semaines les ouvriers de certaines entreprises, comme la Cotonnière d'Antsirabe ou les Sociétés de sisal du Sud, ont fait des grèves pour revendiquer des augmentations de salaire malgré les interventions de la police.

Ratsiraka va sans doute tenter de dresser la population contre les Zoam. Mais cela ne résoudra pas pour autant la situation catastrophique qu'il fait subir à la population.

0 0 0 0 0 0 0

SENEGAL : 14 milliards cfa pour l'armée

Le gouvernement de Senghor vient d'adopter, à la fin du mois de mai, son budget militaire pour l'année 1978-79. Près de 14 milliards de francs CFA vont être dilapidés par l'armée. Cette somme monumentale, payée par la population sénégalaise à travers les impôts et les taxes, est scandaleusement gaspillée au moment où l'on a besoin plus que jamais de puits et de barrages qui manquent énormément au pays pour lutter contre la sécheresse et la famine. Plusieurs hôpitaux, comme Le Dantec, manquent de matériel, de médicaments et de personnel pour soigner les malades, sans parler des régions qui ne possèdent même pas un hôpital.

Senghor préfère utiliser cet argent pour enrichir les marchands de canons et pour augmenter sa force de répression contre la population sénégalaise.

Pour illustrer ce scandale, le gouvernement de Senghor a organisé une manoeuvre militaire franco-sénégalaise du 19 au 26 mai dans la région du Sénégal oriental.

Pour cela 1 500 militaires et 500 véhicules ont été déplacés avec plusieurs chars et avions de chasse, selon le journal "Le Soleil".

Quand on sait que le prix d'un char, comme ceux qui équipent l'armée sénégalaise, équivaut au prix d'une école fonctionnelle, et qu'un avion de chasse moderne représente la somme qu'il faut pour équiper 8 hôpitaux, on n'a pas besoin de démontrer à quel point Senghor se moque des besoins élémentaires de la population. !

* * * * *
* * * *
* *

- MALI -

EN BON DICTATEUR , TRAORE CUMULE LES POUVOIRS

Moussa Traoré a remanié son gouvernement le 4 Mai, après avoir éliminé ses rivaux. Il a confisqué désormais cinq postes importants pour lui seul. Il est président de la république, ministre de la défense nationale ; il est également ministre de l'intérieur et de la sécurité ; c'est lui également qui détient le portefeuille de chef du gouvernement. Il est probable que cela multiplie par cinq son salaire.

Les quatorze autres postes de ministres sont confiés à d'autres ministres dont six nouveaux : Fagnanama Koné, ancien directeur de la Compagnie Malienne du Textile (CMDT); Oumar Konaré, ancien professeur d'Enseignement Supérieur ; Thierno Diarra, ancien directeur d'Enseignement Secondaire ; Sékou Ly, inspecteur à l'Ecole Inter-Armes de Kati ; Abdoulaye Sy, ancien inspecteur des Finances sous le régime de Modibo et Bandiougou Gako, ancien directeur de l'Institut de Productivité et de Gestion Prévisionnelle (IPGP) ; tous les autres faisaient déjà partie de l'ancien gouvernement composé en majorité des galonnés qui avaient confisqué le pouvoir en 1968, à l'ancien dictateur civil Modibo Kéita.

Les étudiants et élèves ont manifesté dans plusieurs villes du Mali, notamment à Kayes et Bamako, en criant " à bas Tiécoro, vive Moussa ". Tant il est vrai qu'il y a des oppositionnels au régime qui croyaient que les aspects les plus répugnants de la dictature venaient de l'ancien chef de la police et non pas du chef de l'Etat. Traoré s'est d'ailleurs servi de ce sentiment une fois qu'il s'est débarrassé d'un rival possible, en rejetant sur la "bande des trois" la responsabilité de tout ce qui allait mal au Mali.

Eh bien, cette fois-ci, Traoré ne pourra plus rejeter sur son ministre de l'intérieur la responsabilité de ce qu'il ne veut pas assumer lui-même ...puisque c'est lui le ministre de l'intérieur. Encore qu'il trouvera toujours un fonctionnaire pour lui servir de bouc émissaire. Bien naïf serait qui se laisserait prendre par cette vieille ficelle utilisée par tous les despotes.

* * * *

MAURITANIE : en famille c'est plus sûr !

Mocktar Ould Daddah, chef de l'Etat mauritanien vient de nommer son propre frère Ahmed Ould Daddah, ministre des finances et du commerce, lors du récent remaniement ministériel.

Ce dernier occupait le poste de gouverneur de la Banque Centrale de la Mauritanie. Mais Mocktar n'est pas le seul président en Afrique à gouverner de la sorte. Modibo l'a fait en son temps au Mali. Senghor au Sénégal, ainsi que d'autres dictateurs africains font la même chose en nommant leurs frères ou proches à des hautes responsabilités.

Certaines personnes possèdent un gros commerce ou une entreprise et en tirent richesses; d'autres, comme Ould Daddah, possèdent les postes gouvernementaux et en usent pareillement. Les détournements et le partage des miettes que laisse l'impérialisme se font mieux en famille ou entre amis.

* * * * *

COMORES

GISCARD RETROUVE SON ANCIEN VALET

Ali Soilih, l'ancien chef d'Etat des Comores, est mort le 29 mai dernier. Il a été assassiné dans sa résidence surveillée, après le coup d'Etat qui l'a renversé le 13 mai dernier.

L'Archipel des Comores, ancienne colonie française, est devenue "indépendante" depuis juillet 1975. La France y avait installé son homme de paille, Ahmed Abdallah, ancien sénateur mais aussi l'homme d'affaire le plus riche des Comores. Ahmed Abdallah détenait en effet le monopole de l'importation du riz dans les quatre îles. Ce qui lui donnait toutes les "qualités" préférées des impérialistes

Mais quelques jours seulement après l'indépendance, un coup d'Etat renverse le gouvernement de Ahmed Abdallah. Et, le 5 août 1975, c'est Ali Soilih qui prend le pouvoir.

L'ancien président (Abdallah) est alors venu s'exiler en France. Giscard rompit par la suite les relations avec Moroni et proclama l'île de Mayotte, (une des 4 îles de l'archipel des Comores) comme attachée à la France. Il prit comme prétexte que durant le référendum précédant l'indépendance, la population de Mayotte s'était prononcée à la majorité contre l'indépendance.

Le 13 mai dernier, un coup d'Etat renverse Ali Soilih, et Ahmed Abdallah est revenu de France.

Le gouvernement parle déjà de renouer les relations avec Moroni ainsi que du retour de Mayotte dans le "système fédératif de l'archipel".

Visiblement, l'impérialisme français est pour quelque chose dans le récent coup d'Etat, pour réinstaller son ancien homme de paille ou un de ses semblables. Certains journalistes parlent d'un certain Bob Denard qui a rendu des services à Giscard en recrutant des mercenaires qui ont participé au coup d'Etat du 13 mai.

Si l'impérialisme français attache autant d'intérêt aux Comores, c'est parce qu'il a besoin de ces îles pour y installer des bases militaires qui lui permettront de surveiller l'Océan Indien et la "route du pétrole"

Le régime d'Ali Soilih n'avait jamais mis en cause l'impérialisme. La preuve c'est que la plupart de ses anciens ministres et hauts fonctionnaires sont toujours au pouvoir. Il demandait seulement un peu plus à Giscard en échange de ses services. L'impérialisme français s'en est d'ailleurs accommodé durant trois ans.

Mais tant qu'à faire, Giscard préfère ses anciens valets car tout d'abord c'est lui-même qui les a installés pour leur domesticité à moindres frais. Par ce coup d'Etat, l'impérialisme montre aussi qu'il ne permet à quiconque de remettre en cause l'ordre établi dont il est le garant.

+ + + + + + + + + + +

+ + + + + + + + + + +

+ + + + + + + + + + +

+ + + + + +

Coupe du monde de football en Argentine : *LE SPORT N'EST PAS INNOCENT !*

Depuis le 1^{er} juin, la coupe du monde du football se déroule en Argentine. C'est, retransmis devant quelques 500 millions de téléspectateurs, le spectacle gigantesque des grandes rencontres sportives, où se mêlent le sport et l'argent, les flons-flons de la fête et la politique, au milieu d'un déferlement de chauvinisme autour des équipes nationales.

Mais l'Argentine c'est aussi une des dictatures militaires les plus féroces d'Amérique Latine. A quelques pas seulement des stades, les militaires et leurs auxiliaires en civil, arrêtent, torturent, assassinent. Les prisons sont bondées de détenus dont le seul crime est de ne pas être d'accord avec la junte d'officiers qui dirigent le pays. L'armée impose sa férule sur tout le pays où règne l'arbitraire le plus complet. Au cours des matches de football, les quartiers autour des stades sont considérés comme zone militaire.

"Tout cela c'est de la politique", disent les bonnes âmes, "et il ne faut pas mélanger sport et politique"

Mais pourquoi donc le Général-dictateur Videla avait tant tenu à ce que la coupe du monde soit bien organisée chez lui, si ce n'est pas parce que lui, il savait que le sport et la politique sont mêlés? Pourquoi, si ce n'est parce qu'il voulait faire de cette rencontre sportive une confirmation et une caution pour son régime? Et il ne s'est pas privé, lors des cérémonies d'inauguration, de faire de la présence de milliers de sportifs et de sportives sur le sol argentin un argument en faveur de sa dictature.

Eh bien, non, il n'y a pas le sport d'un côté, et la politique de l'autre. Ceux qui l'oublient sont des hypocrites ou des inconscients. Lors des jeux olympiques de Mexico, il s'est trouvé deux sportifs noirs américains qui, au plus haut du podium, avaient eu le courage de lever leur poing en faisant le signe du pouvoir noir, pour montrer que si les noirs américains sont acceptés comme représentants de leur pays en sport, ils souffrent de l'oppression et de l'humiliation dans leur vie quotidienne. Ils ont été exclus à vie des compétitions, mais c'est eux qui avaient raison.

La passion du football ne justifie ni la lâcheté, ni l'inconscience. Il ne faut pas que le spectacle sportif masque la réalité de la dictature sanglante en Argentine.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.